

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 22 juillet 2015 relative à la structure des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité

Observations de la FNCCR sur la consultation de la CRE

En préambule, la FNCCR rappelle tout d'abord qu'elle exprime le point de vue de ses membres exerçant les compétences d'autorités organisatrices de la distribution d'électricité (AODE) ou ayant la nature d'entreprises publiques ou coopératives locales de distribution d'électricité.

La FNCCR tient à confirmer son attachement d'une part, à la péréquation nationale conformément au principe d'égalité de traitement qui avait été affirmé dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité et repris mutatis mutandis à l'article L.121-1 du Code de l'énergie qui impose au service public de l'électricité de concourir notamment aux principes de cohésion sociale, de lutte contre les exclusions et de développement équilibré du territoire, et d'autre part, au fait que le tarif de l'électricité soit identique sur l'ensemble du territoire national avec le principe du « timbre-poste ».

La remise en cause des principes susvisés, péréquation et timbre-poste, reviendrait à revoir les obligations ainsi assignées au service public de l'électricité chargé de garantir le maintien des réseaux publics de distribution à un bon niveau de fonctionnement nonobstant l'hétérogénéité importante des territoires.

Par ailleurs, le rapprochement des centres de production d'électricité décentralisés aux lieux de consommation (*situation parfaitement illustrée avec l'autoconsommation*) ne saurait dispenser de la nécessité d'un réseau de maillage à grande échelle – que constitue de nos jours le réseau de transport –, et ceci pour des raisons tenant à la sécurité et à la sûreté du système électrique qui doivent être assurées à tout moment. La FNCCR note que si la proposition de remise en cause de la péréquation venait à prospérer, cela constituerait une brèche dans le système de péréquation tarifaire auquel la FNCCR est tout particulièrement attachée. La remise en cause de la péréquation tendrait à accentuer les disparités entre les territoires et contreviendraient aux objectifs affichés de réduction des dépenses publiques. En effet, en fonction des moyens dont les territoires disposent, ceux-ci se trouveraient en effet plus ou moins dans la possibilité de mettre en œuvre de telles productions d'énergies renouvelables décentralisées. C'est donc les principes d'égalité de traitement et d'universalité de desserte qui s'en trouveraient menacés. La FNCCR a toujours milité pour une mutualisation importante mais raisonnable des coûts via le tarif d'utilisation des réseaux publics.

Ainsi, la FNCCR demande à ce que les principes fondamentaux tels que rappelés supra soient maintenus dans le cadre de l'élaboration des futurs tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution.

Question 1 : Les problématiques exposées ci-dessus sont-elles selon vous représentatives des enjeux soulevés pour la structure du TURPE par l'émergence des réseaux intelligents et par l'évolution du système électrique ?

La FNCCR considère que l'émergence de réseaux fermés conduira à réduire le taux de foisonnement, sauf à instituer une catégorie particulière d'utilisateurs du réseau public d'électricité pour les gestionnaires de ces réseaux, à l'image des GRD de rang 2 dans la distribution du gaz naturel. Par ailleurs, la FNCCR pointe, concernant les évolutions et les enjeux structurant autour du futur TURPE 5, les principaux aspects suivants :

- le fort développement de la production d'EnR avec l'adaptation nécessaire des réseaux par les GRD pour garantir le raccordement des projets ;
- l'évolution de la consommation qui peut être perçue comme un facteur potentiel d'impact sur la structure tarifaire ;
- la tendance baissière, selon la consultation de la CRE (liée en particulier à la MDE) qui pourrait être contrecarrée par le développement :
 - d'une part des IRVE dont 80% environ des bornes installées sont dites « normales » de puissance de 3 à 7kW, donc moins contraignantes pour les réseaux mais attention toutefois aux bornes rapides...
 - d'autre part des pompes à chaleur et de la climatisation en lien avec la RT 2012 ...
- Enfin, l'autoproduction, l'autoconsommation, le stockage et le service de flexibilité joueront certainement un rôle central dans les évolutions tarifaires.

Question 2 : Voyez-vous d'autres enjeux à l'échéance du TURPE 5 ?

Les gestionnaires de réseau (GRD) sont invités par la loi transition énergétique à conduire des actions de MDE dans le cadre de leur propre activité.

De leur côté, les autorités organisatrices de la distribution d'énergie (AODE) conduisent déjà des actions de MDE visant à éviter ou à retarder des renforcements de réseau. Ces actions ont pour conséquence de remplacer des dépenses d'infrastructures par des dépenses d'exploitation.

Question 3 : Plusieurs facteurs peuvent contribuer à la maîtrise des pointes de consommation : les signaux de prix du marché de l'électricité, le mécanisme de capacité, les dispositifs d'effacements, la structure des tarifs de réseaux et les mesures d'économie d'énergie. Quel doit être selon vous le rôle ou la part de ces facteurs dans l'atteinte de cet objectif ?

Les tarifs d'utilisation des réseaux devraient se limiter à la problématique des congestions sur les réseaux, laissant ainsi aux autres dispositifs évoqués par la CRE celle des pointes de consommation. A ce titre, le signal prix pourrait être incitatif par exemple sur les aspects mesures d'économie et d'effacement et plutôt dissuasif sur les aspects liés à la pointe.

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'entrée en vigueur simultanée des TURPE HTA-BT et HTB à l'été 2017 ?

Une telle simultanéité est souhaitable pour contribuer à améliorer la visibilité des acteurs de l'énergie sur les tarifs d'acheminement, nécessaire à la formation de prix les plus économiquement efficaces possible. Mais ce qui compte le plus pour rendre cette ambition réaliste est la prévisibilité, voire la permanence de la structure des tarifs, en évitant des changements incessants qui grèvent la marge

des opérateurs et décourage les consommateurs de chercher à comprendre sinon de suivre la logique des mécanismes de formation des prix de l'électricité qui leur sont facturés. La FNCCR rappelle qu'elle avait déjà formulé une telle demande pour le TURPE précédent.

Question 5 : Avez-vous des observations sur le programme de travail et le calendrier envisagés par la CRE pour l'élaboration du TURPE 5 ?

RAS

Question 6 : Avez-vous des remarques sur ces principes généraux sous-jacents à la construction des tarifs ? Estimez-vous en particulier que le sens à donner au principe de péréquation tarifaire et à celui du timbre-poste pourrait être interrogé dans un contexte d'évolution des usages des réseaux (partie 1.5) ?

La FNCCR considère plutôt que la question est de savoir si les principes « politiques » (péréquation incarnée par le timbre-poste) priment sur les principes « économiques » (adaptabilité du comportement des consommateurs). Elle n'est donc pas favorable à la remise en cause des principes de péréquation et de timbre-poste pour des raisons politiques et sociales. Si ces principes étaient remis en cause, ce serait une atteinte aux valeurs de solidarité et d'aménagement des territoires pourtant au cœur des politiques publiques encouragées notamment par la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique, et qui défavoriserait plus encore les zones rurales, caractérisées par une faible densité de population et un linéaire de réseaux important.

Question 7 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, du fait du foisonnement entre utilisateurs du réseau, la contribution des consommateurs aux coûts d'infrastructures dépend non seulement de leur capacité de pointe, mais aussi du taux d'utilisation de cette capacité ? Si ce n'est pas le cas, merci de présenter de façon étayée votre analyse de ce sujet.

Le dimensionnement des infrastructures dépend de la puissance maximum appelée, laquelle est inférieure à la somme des puissances installées du fait du foisonnement. Le foisonnement augmente avec le nombre d'utilisateurs, ainsi la puissance appelée sur les réseaux de distribution, vue par le réseau de transport, est inférieure à la somme des puissances foisonnées prises en compte pour le dimensionnement des réseaux de distribution. Les coûts proportionnels au flux sont principalement les pertes en lignes, identifiées par ailleurs. Il n'y a donc pas lieu de prendre le taux d'utilisation de la puissance souscrite (puissance totale de l'installation à raccordée, tenant compte du foisonnement entre les différents appareils qui en font partie).

La FNCCR relève que le fait d'identifier le synchronisme des comportements de consommation comme une composante du coût revient à compter deux fois le foisonnement, ce qui n'empêche pas de structurer le tarif de façon à mieux prendre en compte le foisonnement et la pointe corrélativement. La FNCCR estime ainsi qu'il s'agit plus d'une question de temporalité, et que la structure tarifaire devrait davantage inciter à un décalage dans le temps pour éviter les périodes de pointe.

Question 8 : Avez-vous des améliorations à proposer quant à la méthode de construction tarifaire présentée ci-dessus ? Le cas échéant, merci de présenter de façon étayée vos propositions.

L'électricité demeure un bien essentiel, s'inscrivant dans une période de plus en plus complexe compte tenu notamment de l'émergence de technologies nouvelles et donc de nouveaux usages, disséminées et de plus en plus digitales.

De même, l'évolution des usages et des prix sont de nature à faire fluctuer le taux d'utilisation des réseaux des sites producteurs en présence d'une autoconsommation sans que celle-ci puisse permettre de déconnecter ces mêmes sites des réseaux, ces derniers étant indispensables en cas de déficit de production locale. L'énergie circulant sur les réseaux pourra être réduite en consommation, mais non en puissance appelée. Il est donc indispensable de repenser la structure du tarif, avec une part fixe plus importante, et une part variable plus faible afin que tous les utilisateurs continuent de contribuer à la couverture des coûts des infrastructures de réseaux. Actuellement, la part fixe représente 1/3, la part variable 2/3 du tarif d'acheminement. La construction du tarif devrait tendre à une inversion nette de la part fixe et de la part variable et suffisamment pour adapter les réseaux à la transition énergétique

Question 9 : Êtes-vous favorable à la prise en compte des nouveaux profils dans le TURPE 5 ?

La FNCCR est plutôt favorable sur le principe à la prise en considération de nouveaux profils dès lors qu'ils ne stigmatisent pas certains utilisateurs, en particulier le chauffage électrique. Certains consommateurs thermosensibles ne sont pas à l'origine du choix du mode de chauffage, en particulier dans les logements sociaux.

Question 10 : Êtes-vous favorable à la prise en compte du coût de la capacité dans le calcul des coûts horaires des pertes sur les réseaux ?

Il serait vain pour la FNCCR de mettre en place un tel dispositif si on ne connaît pas réellement l'impact, qui pourrait être du point de vue du volume financier marginal. La FNCCR aurait aimé disposer d'une étude d'impact du mécanisme de capacité sur les coûts supportés par les GRD.

Question 11 : Quelle est votre analyse quant à la prise en compte l'existence d'aléas climatiques extrêmes dans la méthode de calcul des coûts unitaires d'infrastructure ?

La FNCCR considère qu'il y a déjà beaucoup de critères incitatifs, y compris sur la qualité, qui perdent en efficacité au fur et à mesure que leur nombre augmente. La FNCCR préconise de se limiter aux signaux les plus déterminants, d'autant plus qu'il peut y avoir des pointes d'hiver comme d'été, et ceci de plus en plus compte tenu du dérèglement climatique. La FNCCR se pose aussi la question d'une part, du consommateur qui serait « prisonnier » d'une période de froid et dans l'impossibilité de décaler son mode de chauffage au-delà d'une ou deux heures et d'autre part, du dispositif de trêve hivernale conduisant à reporter, pour les consommateurs les plus précaires, le paiement de la facture ultérieurement.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE quant à la non-pertinence d'une option à pointe mobile pour le niveau de tension HTB3 ?

Ne se prononce pas.

Question 13 : Que pensez-vous de l'utilité de l'introduction d'une pointe mobile pour les domaines de tension HTB1 et HTB2 ? et Question 14 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'une pointe mobile pour le domaine de tension HTA ?

La FNCCR considère que le dispositif ne doit pas être punitif mais incitatif, or le dispositif visant précisément le comportement des consommateurs lors des vagues de grand froid, il s'agit dès lors plus d'une question d'équipement.

Par ailleurs, le mécanisme de pointe mobile pourrait engendrer des effets indésirables pour le réseau s'il n'est pas accompagné d'un pilotage des usages. Sur la part énergie, il n'a de sens que si les utilisateurs peuvent agir sur leur consommation et donc s'effacer totalement ou partiellement.

Question 15 : Si vous êtes fournisseur, envisagez-vous de développer des offres commerciales à effacement prenant en compte ce tarif à pointe mobile ?

Question 16 : Si vous êtes consommateur, envisagez-vous de souscrire une offre commerciale à effacement prenant en compte ce tarif à pointe mobile ?

RAS

Question 17: Que pensez-vous des critères utilisés par la CRE pour analyser la pertinence de l'introduction, dès TURPE 5, d'une pointe mobile en basse tension ? Partagez-vous les analyses préliminaires de la CRE en la matière ?

La FNCCR souhaite tirer pleinement partie des retours des expérimentations autorisées par la loi TECV notamment en termes de flexibilité pour se déterminer.

Question 18 : Êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'un tel dispositif transitoire pour l'hiver 2016-2017 ?

Cf. réponses aux questions précédentes (question d'équipement plus que de comportement). La FNCCR considère que ses exigences en termes de visibilité et de permanence des méthodes conduisent à éviter les dispositions transitoires.

Question 19 : Si vous êtes un fournisseur ou opérateur d'effacement : envisageriez-vous de proposer à vos clients une offre commerciale tirant parti d'un tel dispositif transitoire ?

RAS

Question 20 : Si vous êtes consommateur, et en particulier si vous êtes actuellement un client du tarif Vert EJP : seriez-vous intéressé par un tel dispositif transitoire ?

RAS

Question 21 : Êtes-vous favorable au passage à une souscription de puissance par pas de 1 kVA au lieu de 3 kVA ?

La FNCCR est favorable sur le principe mais note que dans l'immédiat, cela semble prématuré du fait que tous les consommateurs n'auront pas été équipés de compteurs évolués à l'échéance du TURPE 5.

Question 22 : Êtes-vous favorable au principe d'introduire des tarifs à 4 plages temporelles pour les utilisateurs équipés des compteurs Linky ?

La FNCCR reste vigilante à l'égalité de traitement entre consommateurs, qui peut toutefois comporter des exceptions dans le cadre des expérimentations.

Question 23 : Êtes-vous favorables aux 4 plages temporelles envisagées à ce stade par la CRE ?

La FNCCR ne voit pas d'inconvénients à l'instauration de quatre plages tarifaires.

Question 24 : Quelle est votre analyse sur la définition de la plage temporelle d'heures creuses ?

Question 25 : Quelle est votre analyse sur la définition de la période saisonnière de pointe ?

La FNCCR serait plutôt favorable à l'idée de disposer d'une période de pointe aussi en été compte tenu de la pénétration des appareils de climatisation.

Question 26 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de définir 3 versions du tarif à 4 plages temporelles ?

Question 27 : Êtes-vous favorable à ce que les tarifs à 4 plages temporelles aient un caractère optionnel pour les utilisateurs équipés des compteurs Linky ?

Question 28 : Dans le cas où la souscription des tarifs à 4 plages temporelles serait optionnelle, que pensez-vous des deux scénarios envisagés par la CRE (cf.6.2.2) ?

Question 29 : Êtes-vous favorable au choix de la période de pointe PP1 pour définir la période de pointe mobile du TURPE HTA à l'horizon du TURPE 5 ?

La FNCCR rappelle que le TURPE doit s'attacher à diffuser des signaux économiques liés à la problématique des congestions sur le réseau qui ne sont pas nécessairement synchrones avec la pointe de consommation. Or, la période PP1 du mécanisme de capacité est conçue pour réduire la pointe.

Question 30 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'option concave en HTA ?

La FNCCR est favorable à la simplification des grilles.

Question 31 : Êtes-vous favorable à la modification présentée des principes de couverture du volet énergie des charges liées à l'équilibrage ?

Question 32 : Êtes-vous favorable au transfert dès l'entrée en vigueur des prochaines Règles MA – RE (printemps 2016) des coûts d'activation de la réserve secondaire vers le compte ajustements écarts ?

Question 33 : Estimez-vous qu'une révision de la répartition entre injections et soutirages pour le financement de certaines des charges de constitution des réserves tertiaires (réserves rapide et complémentaire) et de l'appel d'offres effacement devrait être mise en œuvre ? Si oui, quelle répartition proposez-vous et pourquoi ?

Question 34 : Considérez-vous que le financement de ces réserves devrait porter également sur la puissance d'injection ou de soutirage souscrite plutôt que sur la seule énergie injectée ou soutirée ? Si oui, quelle répartition proposez-vous et pourquoi ?

Question 35 : Pensez-vous que les coûts liés à la reconstitution des marges devraient être financés de la même manière que les réserves rapide et complémentaire ?

Question 36 : Avez-vous d'autres remarques à apporter sur le partage du financement des coûts d'équilibrage ?

Question 37 : Estimez-vous que les règles actuelles de constitution des réserves primaire et secondaire (prescription d'acteurs obligés et prix régulé) doivent être modifiées ?

Question 38 : Que pensez-vous de l'analyse de RTE concernant le marché secondaire organisé des services système fréquence ?

Question 39 : Êtes-vous favorable à l'organisation d'appels d'offres pour contractualiser tout ou partie de la réserve primaire ? Considérez-vous opportun de mener une telle contractualisation de façon conjointe avec d'autres GRT européens ?

Question 40 : Pensez-vous opportun de faire supporter par les producteurs une partie des coûts de constitution des services système ? En particulier, que pensez-vous de la proposition de la CRE de faire supporter par les producteurs tout ou partie de la différence par rapport à la situation actuelle (18,20 €/MW/h) ?

La FNCCR ne se prononce pas sur le financement des services systèmes par les producteurs en revanche elle rappelle sa préconisation sur le financement des raccordements des producteurs. Pour un meilleur partage des coûts des réseaux, la FNCCR propose d'une part, d'assujettir les producteurs à un TURPE qui leur soit adapté et d'autre part, d'appliquer une réfaction sur le coût de leur raccordement.

Question 41 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la réserve secondaire ? Si non, quelles alternatives proposez-vous ?

Question 42 : Êtes-vous d'accord avec l'analyse préliminaire de la CRE concernant la tarification des injections?

La FNCCR regrette que la CRE n'ait pas pris en compte les propositions qu'elles avaient formulées concernant le tarif d'injection adossé à l'application d'une réfaction sur le coût des raccordements des producteurs. Il existe aujourd'hui un tarif d'injection sur les niveaux de tension HTB2 et HTB3, mais pas sur les niveaux de tension inférieurs, ce qui implique des coûts pour les distributeurs lorsqu'une production sur le réseau de distribution engendre un refoulement, coûts supportés au final par les usagers. Il conviendrait donc de donner une valeur au tarif d'injection, dont le principe est d'ores et déjà acquis, afin que les producteurs contribuent au financement de l'adaptation des réseaux. Cette valeur devrait être adaptée à la puissance et au facteur de charge.